

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 22 février 2024

Zoom sur : Le bilan économique de la Colombie en 2023 réaffirme le besoin d'investissement.

Alors que l'Institut statistique colombien (DANE) a publié le taux de croissance pour l'année 2023, révélant une croissance de +0,6%, plusieurs économistes mettent en lumière la diminution de l'investissement comme étant le point le plus préoccupant. Cette baisse est attribuée à des taux d'intérêt élevés ainsi qu'à une incertitude persistante tant au niveau mondial que national. Pour José Antonio Ocampo, ex-ministre des Finances, la dynamique économique actuelle soulève l'urgence de lancer une politique de relance. Il propose notamment : une réduction plus rapide des taux directeur, une meilleure exécution de l'investissement public, une politique ambitieuse d'exportations non-traditionnelles, et des signaux clairs de confiance. Selon une enquête de Fedesarrollo (un think-tank), les analystes prévoient cependant que le taux directeur restera élevé et se situera à 8 % fin 2024. Pour mémoire, le taux directeur est actuellement à 12,75%, après deux baisses de 25 pdb chacune en décembre et janvier derniers.

En parallèle, les services du Fonds Monétaire International (FMI) ont effectué une visite en Colombie pour évaluer les politiques monétaires et budgétaires du pays, pour la future publication du rapport dans le cadre de l'Article IV de ses statuts. **Les services FMI ont salué les progrès de la Colombie vers une économie plus durable au cours de la dernière année, attribuant ces réussites aux solides politiques macroéconomiques mises en œuvre ces dernières années.** Cependant, ils ont mis en garde contre la nécessité d'agir avec prudence, notamment en ce qui concerne la réduction du taux directeur de la Banque centrale, en raison de la possibilité d'une accélération de l'inflation due au phénomène *El Niño* et à l'indexation de certains prix. En ce qui concerne la politique budgétaire, la mission du FMI s'est dite préoccupée par les projections d'augmentation du déficit et de la dette pour 2024, signalant que ces éléments présentent des risques significatifs.

En outre, Fedesarrollo a publié l'Indice de Confiance Commerciale (ICCO), qui s'est établi à 14,5 %, ce qui représente une baisse de 2,1 pt% par rapport à décembre où il était de 16,6 %. Quant à l'Indice de Confiance Industrielle (ICI), il s'est établi à 0,2 % pour le mois de janvier 2024, une hausse de 4,5 pt% par rapport à décembre 2023 où il était de 4,3 %.

Bolivie

Le gouvernement annonce 10 mesures pour accroître les flux d'USD dans l'économie et parer la chute des réserves.

Le ministre de l'économie, Marcelo Montenegro, s'est félicité de la mise en œuvre d'un accord économique entre le gouvernement et des représentants du secteur privé visant à garantir l'approvisionnement et la libre disposition de devises dans le pays. Cet accord intervient suite à des annonces de sociétés d'importation de médicaments, de machines et d'intrants agricoles qui ont déclaré avoir augmenté les prix de leurs produits de 15 % à 25 % en raison du manque de devises. La Confédération des entrepreneurs privés de Bolivie (CEPB) s'est déclarée satisfaite de l'accord. Divers secteurs ont exprimé l'importance de ces dix mesures pour dynamiser leurs activités, notamment celle concernant la réduction des commissions pour les transferts et les virements à l'étranger, passant de 20 % actuellement à un intervalle compris entre 5 % et 10 %, ou encore la suppression des quotas de vente obligatoires sur le marché intérieur avant de pouvoir exporter pour certains produits.

La valeur des exportations de gaz naturel a chuté de 69 % en dix ans.

Selon les données de l'Institut National de Statistiques (INE), en dix ans, les ventes de gaz naturel bolivien ont chuté de 68,7 % en valeur et de 58,6 % en volume. En valeur, les ventes sont ainsi passées de 6 Md USD à 1,9 M USD. En volume, les exportations sont passées de 13,5 M de tonnes en 2014 à 5,6 M 2023. Les exportations vers le marché argentin ont été les plus touchées, avec une chute de 64 % en volume et de 71 % en valeur. Les ventes au marché brésilien ont quant à elles chuté de 56 % en volume et de 67 % en valeur. En 2014, les ventes d'énergie à l'Argentine et au Brésil représentaient 47 % de la valeur totale de l'ensemble des exportations nationales, en 2023 cette part est tombée à 17 %. La baisse des ventes de gaz naturel sur les marchés étrangers s'explique principalement par la diminution de la production.

Colombie

Le gouvernement propose une réforme de la réglementation minière.

Le document présenté compte 219 articles et a été élaboré par le Ministère des Mines et de l'Énergie, l'Agence Nationale des Mines (ANM), l'Unité de Planification Minière et Énergétique (UPME) et le Service Géologique Colombien. Cette nouvelle loi remplacerait le Code minier en vigueur depuis 23 ans afin de « transformer le secteur minier dans une perspective de justice sociale et environnementale, tout en proposant sa modernisation ». Le texte prévoit la création de « Zones Adaptées à l'Exploitation Minière » et vise à permettre l'exploitation minière artisanale, sans exigence de contrat minier ou de licence environnementale. Cela suscite des inquiétudes quant à l'augmentation de l'exploitation minière illégale. De plus, il autorise les opérations minières à petite échelle menées exclusivement par des communautés ethniques ou paysannes dans des zones forestières non protégées. L'Association Colombienne des Mines a partagé ses inquiétudes concernant le projet, craignant que le projet de loi compromette les investissements futurs dans le secteur minier.

Le gouvernement propose un projet de décret afin de modifier ou reprogrammer les « vigencias futuras ».

Pour mémoire, le mécanisme de "vigencias futuras" en Colombie désigne la possibilité pour une entité étatique de s'engager à utiliser des ressources pour des périodes budgétaires ultérieures à celle en cours. Autrement dit, il s'agit d'autorisations permettant à l'État colombien de prendre des engagements de dépenses qui ne peuvent être couverts par le budget actuel, mais qui sont prévus pour l'avenir. Les « vigencias futuras » sont utilisées pour financer des projets d'investissement, des contrats, des travaux publics, des acquisitions de biens et services, entre autres, dont l'exécution s'étend au-delà de l'exercice fiscal en cours. Le projet de décret en cours d'élaboration par le Ministère des Finances qui permettrait au président Gustavo Petro d'approuver les projets d'investissement impliquant des ressources à venir ravive l'incertitude budgétaire. Ainsi, plusieurs experts ont souligné que le décret ralentirait l'exécution du budget et qu'il mettrait en péril la sécurité juridique et confiance des investisseurs. L'agence de notation Fitch a ainsi mis en garde contre les problèmes budgétaires

qui pourraient contribuer à l’augmentation de la perception du risque.

Le gouverneur d’Antioquia propose un référendum visant à obtenir l’autonomie budgétaire des départements.

Le gouverneur du département d'Antioquia, Andrés Rendón, a proposé de tenir un référendum visant à accorder aux départements une autonomie budgétaire. La proposition vise à modifier l'article 298 de la Constitution, lequel stipule que «les départements ont l'autonomie pour l'administration des affaires régionales et la planification et la promotion du développement économique et social sur leur territoire dans les termes établis par la Constitution». Il est ainsi proposé d'inclure que seuls les départements puissent taxer le revenu du patrimoine des entreprises et des personnes physiques sur leur territoire. Ainsi, comme l'a expliqué Rendón, *«cela doublerait les revenus de la plupart des départements par rapport à ce qu'ils reçoivent aujourd'hui, leur permettant ainsi de répondre aux besoins de la population et aux exigences du territoire.»* Pour mémoire, pour mener à bien le référendum, il faudra recueillir au moins deux millions de signatures. Une fois cette étape accomplie, le projet sera soumis au Congrès puis examiné par la Cour Constitutionnelle.

Les dépenses des ménages ont augmenté pour la première fois en 14 mois.

Raddar a présenté le premier rapport sur les dépenses des ménages colombiens pour le mois de janvier, et pour la première fois en 14 mois consécutifs, les dépenses réelles ont augmenté, enregistrant une hausse de +0,30 %. Dans son analyse, Raddar indique que cette amélioration pourrait avoir été influencée par la baisse de l'inflation, notamment dans les produits alimentaires. Il ajoute que l’augmentation du salaire minimum a pu influencer sur cette légère augmentation. De même, il a mentionné qu'un autre signe positif en janvier était l'augmentation de la confiance signalée par Fedesarrollo dans l'Indice de Confiance des Consommateurs (ICC), à -17,3 en décembre vs. -7,9 en janvier 2024

Le gouvernement a reçu des bénéfices de 8,7 Md USD des réserves en 2023.

Pour mémoire, la Colombie a clôturé avec des réserves internationales de 59,6 Md USD, qui, ajoutées à la Ligne de Crédit Flexible du Fonds Monétaire International (FMI) pour 9,8 Md USD, ont totalisé 69,40 Md USD. À la clôture de 2021, les réserves internationales de la Colombie s'élevaient à 58,6 Md USD et en 2022, elles se sont élevées à 57,3 Md USD. Ainsi au cours de l'année dernière, les réserves internationales de la Banque ont généré un rendement de 8,7 Md USD, qui seront inscrits dans les états financiers de l'entité et transférés au gouvernement national sous forme de bénéfices en 2024.

19 M USD alloués pour améliorer la connectivité de l’Amazonas.

Le Ministère des Transports a présenté le portefeuille de projets visant à stimuler le développement du département avec neuf projets, dont sept à impact régional et deux à caractère départemental. Ces projets ont pour objectif de renforcer la connectivité et améliorer la qualité de vie des habitants de l’Amazonas. Parmi l'allocation des ressources, on note 2,6 M USD pour le programme 'Caminos Comunitarios de la Paz Total'. Pour mémoire, cette initiative vise à intervenir sur les voies régionales et les chemins ancestraux, en priorisant les besoins de la population locale. L'objectif est d'intervenir sur 33102 km de routes régionales et de chemins.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	+2,64 %	+7,03 %	1 279 pts
Change USD/COP	+ 0,49 %	- 19,93 %	3 928
Change EUR/COP	+ 0,93 %	- 19,37 %	4 252
Prix du baril colombien (USD)	+ 0,70 %	+ 1,07 %	84,62

Un investissement de 57 M USD sera consacré à la récupération et à la modernisation des couloirs ferroviaires.

L'Agence Nationale des Infrastructures (ANI) a signé un contrat inter administratif avec la Financière de Développement Territorial (Findeter), dans le cadre de l'initiative de relance ferroviaire. Selon l'ANI, l'investissement sera alloué à la surveillance et à la maintenance du corridor ferroviaire du Pacifique ainsi qu'à la modernisation de l'infrastructure du corridor Bogotá-Belencito. Pour mémoire, le corridor ferroviaire du Pacifique est une voie de 498 km reliant Buenaventura à Cali, Zarzal, La Tebaida.

L'Enchère « charge/production pour la fiabilité du réseau »/« cargo por confiabilidad » s'est achevée avec des résultats historiques en termes de capacité solaire attribuée.

Ainsi, sur les 88 ressources de génération participantes, 80 ont été attribuées. Le ministre des Mines et de l'Énergie, Andrés Camacho, a mentionné que cela « garantit la couverture de la demande d'énergie à moyen et long terme ». Il a également souligné que, pour la première fois dans l'histoire, la majorité de l'énergie attribuée est solaire (99 %), ce qui correspond à 4,4 GW de nouvelles centrales solaires et seulement 1% pour les centrales thermiques, y compris la biomasse.

Equateur

Le gouvernement présente une loi de finances rectificatives conservatrice.

Le gouvernement a envoyé à l'Assemblée Nationale le projet de loi de finances rectificatif pour 2024, établissant des dépenses pour 35,5 Mds USD avec une prévision de croissance de 0,8 % pour 2024, conforme aux prévisions de la Banque centrale, soit un PIB de 122 Md USD. Par ailleurs, le prix du baril de pétrole retenu est de 66,7 USD (contre 64,8 USD en 2023) et la prévision de production tient en compte l'arrêt de l'exploitation du champ ITT à partir d'août 2024. Ce projet de loi de finances rectificatif ne prévoit pas l'augmentation de la TVA de 3 % étant donné que la réforme n'est pas encore publiée au journal officiel (mais devrait être effective au 1^{er} avril 2024).

L'UE et la Chine se consolident comme les principales destinations des exportations non-pétrolières et non-minières de l'Equateur.

Malgré une baisse de 5 % des exportations totales équatoriennes imputable à la baisse des prix du pétrole et de la production pétrolière, les exportations non-pétrolières équatoriennes ont augmenté de 5 % en 2023. Au total, l'Equateur a enregistré en 2023 un excédent commercial de 2 Md USD (soit 1,6 % du PIB). En ce sens, les exportations non-pétrolières et non-minières vers l'UE ont enregistré une augmentation de 14 %, soit 4 Md USD. Les exportations non-pétrolières et non-minières vers la Chine et l'UE ont représenté 23 % et 21 % du total respectivement.

Guyana

Conférence sur l'énergie et la chaîne d'approvisionnement 2024.

La conférence a abordé divers sujets tels que l'avenir de l'énergie, les tendances et les meilleures pratiques, la chaîne de valeur du pétrole et du gaz, les technologies émergentes façonnant le paysage énergétique, la résilience des chaînes d'approvisionnement face aux catastrophes, ainsi que les stratégies de collaboration pour les économies émergentes. L'édition 2024 a attiré la présence de nombreux dirigeants régionaux, du Premier ministre de Trinité-et-Tobago, Keith Rowley, à l'ancien chef d'État colombien Ivan Duque, tous intéressés par le rôle du Guyana dans la sécurité énergétique régionale. En outre, cette année, 200 exposants issus de 21 pays – dont la France – participent à l'exposition, qui a pour thème : « Alimenter la transformation et la modernisation ».

Projet de gaz-à-énergie : les citoyens pourraient bénéficier d'une baisse de 50 % des tarifs de l'électricité d'ici 2025.

Avec le projet gaz-à-énergie (gaz-to-shore), les consommateurs pourraient bénéficier d'une réduction de 50 % des tarifs de l'électricité d'ici mi-2025. C'est ce qu'a affirmé Winston Brassington, responsable du projet. Pour mémoire, la portée du projet de conversion du gaz en énergie du Guyana comprend la construction de 225 km de pipeline depuis le champ Liza dans le bloc Stabroek au large de la Guyana, où Exxon et ses partenaires produisent

actuellement du pétrole. Il comporte environ 200 km de pipeline sous-marin au large qui partiront des navires de production, de stockage et de déchargement flottants (FPSO) Liza Destiny et Liza Unity dans le bloc Stabroek jusqu'à la côte.

Les échanges commerciaux bilatéraux entre le Guyana et la Chine atteignent 1,2 Md USD.

Les relations bilatérales entre le Guyana et la Chine, notamment en ce qui concerne le volume des échanges commerciaux, continuent de croître, selon l'Ambassadrice chinoise Guo Haiyan. Elle a déclaré qu'en 2023, le commerce bilatéral avait dépassé les 1 Md USD (vs. 118 M USD en 2013). En outre, au cours de ces 11 dernières années, les investissements chinois au Guyana ont également augmenté, passant de 100 M USD à plus de 8 Md USD. L'ambassadrice chinoise a souligné que ces investissements ont été réalisés dans les secteurs de l'exploitation minière, de l'agriculture, de la foresterie et de la transformation du poisson, contribuant ainsi à la diversification de l'économie guyanaise.

Le vice-directeur du FMI félicite le gouvernement pour la gestion réussie de la transformation du Guyana.

Le président Dr Irfaan Ali, le vice-président Bharrat Jagdeo et le ministre des Finances Dr Ashni ont rencontré le vice-directeur général du FMI Kenji Okamura et son équipe ce mercredi. Ainsi, dans une déclaration à l'issue de sa visite, le vice-directeur général du FMI a déclaré qu'il avait eu une série de réunions productives qui lui avaient permis de mieux comprendre la transformation économique du Guyana. Okamura a félicité les autorités guyanaises pour l'expansion économique sans précédent du pays. Il a déclaré : *« Aujourd'hui, le Guyana est en mesure de récolter les fruits de revenus pétroliers en forte augmentation grâce aux gains durement acquis de la mise en œuvre de réformes et d'ajustements au fil des années. Les plans mis en place par les autorités et les progrès réalisés profitent à l'ensemble de la population grâce à de meilleurs programmes de santé et d'éducation, des politiques de logement, une infrastructure*

énergétique et de transport. » De plus, le responsable du FMI a noté que ces plans offrent aux générations actuelles et futures des opportunités entrepreneuriales et professionnelles grâce à une croissance économique très forte, et une économie plus diversifiée et résiliente au climat. **Okamura a cependant rappelé que le Guyana doit encore faire face à d'importants besoins en matière de développement humain et d'infrastructures.**

Suriname

Staatsolie déclare qu'il n'y a aucune raison de discuter d'un retard du projet Bloc 58.

Staatsolie a affirmé qu'il n'y a aucune raison de spéculer sur un éventuel retard du projet Bloc 58 (le potentiel premier projet *offshore* au Suriname). Ils ont rappelé que les deux parties demeurent concentrées sur la réalisation du projet selon le calendrier établi, dans le but d'atteindre la première production de pétrole (*first oil*) en 2028. Cette déclaration fait suite aux récents commentaires de Patrick Pouyanné, Président-directeur général de TotalEnergies, lors d'une présentation aux investisseurs le 7 février dernier.

Pour mémoire, M. Pouyanné a souligné lors de la présentation que le bloc 58 est crucial pour TotalEnergies et que l'entreprise vise à approuver le projet avant la fin de l'année 2024. Cependant, il a également reconnu les défis mondiaux auxquels l'industrie pétrolière est actuellement confrontée, notamment l'augmentation des coûts des matériaux et des services dus aux projets pétroliers en cours et à l'inflation mondiale.

La diminution des précipitations pourrait avoir des répercussions sur la production d'électricité du pays.

Depuis juin 2023, le pays fait face à une diminution des précipitations en raison du phénomène *El Niño*. Cela a conduit à une diminution de la production d'électricité du barrage d'Afokaba, source majeure d'énergie hydroélectrique du pays. En effet, alors que jusqu'à la fin des deux premières semaines de janvier, le barrage a fourni environ 140 mégawatts d'électricité à l'EBS (la principale société d'électricité et d'énergie du Suriname), cette production a été réduite à 90 mégawatts afin d'éviter à l'avenir une baisse de la fourniture d'électricité aux ménages. La différence devrait

être comblée par la capacité thermique de l'EBS et de Staatsolie. Cette opération coûtera beaucoup plus chers puisque le coût de l'hydroélectricité du barrage est de 0,02 USD et celui de l'énergie thermique est six fois plus élevé, soit 0,12 USD.

Pérou

3 Md USD d'investissements miniers sont attendus pour le T1 2024.

Le nouveau ministre de l'Énergie et des Mines (Minem), Rómulo Mucho, a déclaré que **3 Md USD d'investissements miniers devraient être enregistrés au cours du T1 2024. Il a précisé que cinq projets devraient démarrer prochainement : Corani (Puno), Antamina Repositioning (Ancash), avec un investissement de près de 2 Mds USD, Chalcobamba (Apurímac), Coroccohuayco (Cusco) et Zafranal (Arequipa), en plus d'autres.** Il a déclaré que le Minem est l'un des ministères qui peut faire le plus pour la croissance économique du pays: il peut apporter une contribution importante dans les secteurs de l'exploitation minière, l'électricité et les hydrocarbures. Ainsi, le ministre a souligné que le déblocage des grands projets miniers péruviens est essentiel pour la génération d'emplois et de ressources pour l'État.

Le Pérou ne parviendra pas à atteindre son objectif budgétaire pour la 2^{ème} année consécutive.

D'après une analyse de l'Institut Péruvien d'Économie (IPE), en 2023 le Pérou n'a pas respecté la règle budgétaire (3,7 % en 2022 et 2,4 % en 2023). En 2023, les finances publiques ont été impactées par la récession (-0,6 % de croissance) et la baisse des prix des matières premières, ce qui a eu un impact considérable sur les recettes fiscales, qui ont chuté de -10,3 %. C'est la deuxième plus forte baisse en 30 ans, après la pandémie. En conséquence, les recettes fiscales sont passées de 22,1% du PIB en 2022 à 19,8 % en 2023. Les dépenses publiques ont baissé de 22,0 % du PIB en 2022 à 20,9 % en 2023 mais n'ont pas suffi à compenser la baisse des recettes. Ce déséquilibre a contribué à un déficit budgétaire atteignant -2,8 % du PIB en 2023, dépassant la règle budgétaire (2,4 %). En 2024, l'adoption de lois qui réduisent les recettes et augmentent les dépenses publiques entraîneraient un nouveau non-respect de la règle. Cela concerne, par exemple, l'augmentation des dépenses pour

2,6 Md USD sur des postes liés au recrutement de personnel prévue dans la loi de finances de 2024, soit plus du double de la période 2011-2019.

Venezuela

Visite du ministre russe Serguei Lavrov au Venezuela.

Lors de sa visite au Venezuela, M. Lavrov a été reçu par Nicolas Maduro, la vice-présidente Delcy Rodriguez et le ministre des affaires étrangères Yvan Gil. Selon les déclarations de N.Maduro et de M.Lavrov, ils auraient discuté de l'approfondissement et de l'élargissement des accords de coopération stratégique (430 accords ont été signés depuis 2000) dans les domaines de l'énergie, du pétrole, du gaz, des technologies, de la santé et du nucléaire civil.

Le Venezuela reçoit sa première cargaison de pétrole brut russe depuis cinq ans.

Le géant pétrolier *Ligera*, est arrivé au Venezuela, après avoir chargé au moins 1,7 million de barils de pétrole brut *Urals* lors de transferts de navire à navire au large des côtes sud de la Grèce en Méditerranée en janvier. Ce pétrole léger pourrait être employé afin de diluer le brut lourd vénézuélien pour le rendre plus attractif sur le marché.

Le coût du « panier de consommation alimentaire des ménages » a augmenté +1,6 % en janvier 2024.

Oscar Meza, directeur du Centre de Documentation et d'Analyse Sociale de la Fédération Vénézuélienne des Enseignants (Cendas-FVM), a fait savoir que le « panier de consommation alimentaire des ménages » a atteint 535 USD en janvier 2024 (+1,6 % vs. Décembre 2023 en bolivars et +0,6 % en USD). Pour mémoire, le salaire minimum est de 3,38 USD. Les vénézuéliens bénéficient toutefois également de l'allocation alimentaire de 40 USD et de la prime de guerre économique de 31 USD.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : Jade PLANCKE, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtrésor.gouv.fr